



Bulletin Mensuel WRM – Numéro 208 – Novembre 2014

NOTRE OPINION



Quelle est la plus forte contradiction du système REDD+?

Cela fait presque dix ans qu'un groupe de banques, d'entreprises, de gouvernements et d'ONG essaient de montrer au monde que le système REDD+ est un bon moyen pour combattre les changements climatiques. Ce système sera un élément fondamental du nouvel accord mondial sur le climat sur lequel les gouvernements commencent à discuter en ce moment à Lima, au Pérou, en prévoyant qu'il sera conclu en 2015 à Paris. Or, en examinant les politiques REDD+ qui ont été formulées et les nombreux projets expérimentaux qui ont été mis en œuvre, le WRM constate que ce système accumule les échecs et qu'il pêche de nombreuses contradictions

LA CDP SUR LE CLIMAT A PEROU : PLUS D'OPPORTUNITES COMMERCIALES POUR LES POLLUEURS MONDIAUX



La destruction masquée: le système REDD+ dans l'Amazonie péruvienne
Le Pérou est devenu un acteur-clé dans les politiques pour éviter le déboisement croissant des forêts. Pourtant, la logique capitaliste, qui domine dans les négociations internationales sur le climat aussi bien que dans les fonds de coopération et dans le système politique péruvien, transforme les 'engagements' à 'réduire' le déboisement en menaces latentes, pour les forêts et pour leurs habitants.

Le nouveau "Plan directeur forestier" de Thaïlande: la même stratégie de toujours, mais en habits neufs

Le 31 juillet 2014, le «Plan directeur forestier» a été publié par le Commandement des opérations de sécurité intérieure et le Ministère des Ressources naturelles et de



l'environnement de Thaïlande. Il n'y a eu aucune consultation du public ou de la société civile avant la formulation de ce plan; aucune sorte de consultation publique ni de referendum n'a eu lieu non plus après qu'il a été rédigé. L'objectif global du plan est «d'accroître le couvert forestier» de Thaïlande, le faisant passer en 10 ans de 33 % (17,1 millions d'hectares) à 40 % du territoire (20,5 millions d'hectares). Au cours des descentes passées des militaires et du Ministère royal des Forêts, des communautés entières ont été expulsées mais, à présent, les cibles sont certains membres des communautés, ce qui a provoqué la discorde et la désunion dans les villages.



Pourquoi les femmes luttent-elles contre l'extractivisme et le changement climatique?

Il est évident que le capitalisme se nourrit de l'exploitation des travailleurs, des femmes, des peuples indigènes et de la nature. Et quand on pensait que le corps de la femme était la dernière frontière du capitalisme, voilà que les limites se déplacent vers d'autres confins: les fonctions, les cycles, les éléments et les structures de la nature. La photosynthèse, le cycle du carbone, la formation d'eau, la création de biodiversité et d'autres processus qui recréent la vie sur la planète sont maintenant des marchandises qui peuvent faire l'objet d'abstraction, d'appropriation, de commercialisation, ou même de spéculation financière

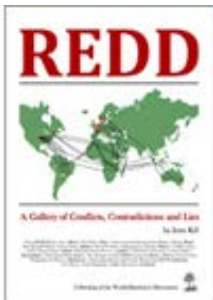


République démocratique du Congo: l'allocation de terres pour la plantation de palmiers à huile, le système REDD et les investisseurs étrangers
La République démocratique du Congo possède la zone de forêt continue la plus grande d'Afrique, qui est aussi une des plus grandes du monde. Or, sa grande diversité biologique, ses forêts humides ou sèches, ses zones humides, ses mangroves, ses forêts de bambous et bien d'autres qui coexistent depuis des siècles avec les peuples indigènes et dépendants des forêts, sont gravement menacés par l'expansion des plantations de palmiers à huile et par les investisseurs étrangers. En outre, les politiques climatiques relatives aux forêts, comme le système REDD, représentent des menaces supplémentaires pour les forêts et les communautés locales, car elles encouragent la culture industrielle du palmier à huile.

MATERIELS DU WRM POUR LE SOMMET DES PEUPLES AU PEROU :

Presque 20 ans, des milliers d'heures ont été consacrées à inventer et à discuter, à adopter et à justifier des mécanismes de compensation des émissions pour éviter, pendant quelque temps, d'adopter la seule option possible: réduire les émissions de façon drastique en laissant le pétrole, le charbon et le gaz naturel dans le sous-sol. On prévoit que des systèmes de compensation tels que REDD+, REDD Bleu et REDD à l'échelle du paysage auront une place de choix dans le programme des discussions, afin qu'ils

fassent partie du prochain traité international sur le climat à Paris l'année prochaine. Les résultats de la mise en œuvre de projets REDD montrent qu'il s'agit d'un moyen de distraire l'attention, un moyen pervers qui permet de continuer à déboiser et à extraire des ressources, qui rend coupables du déboisement les moins responsables – les peuples indigènes et les paysans –, qui conspire contre le droit des communautés au territoire et contre l'autonomie des communautés, et qui provoque des conflits à ce niveau, parmi bien d'autres problèmes. Face à cette instance internationale décisive, nous avons préparé trois publications dont le but est de divulguer de l'information au sujet du système REDD pour collaborer avec l'ensemble d'organisations et de mouvements sociaux qui luttent pour l'adoption des vraies solutions et contre les faux moyens de résoudre le problème du changement climatique.



REDD: un répertoire de conflits, de contradictions et de mensonges
 Cette publication résume les problèmes signalés dans un ensemble de rapports publiés au sujet de 14 projets REDD. Dans tous les cas on constate la présence de caractéristiques structurelles qui portent atteinte aux droits des peuples forestiers sans s'attaquer aux crises du déboisement et du changement climatique.



'Carbone bleu' et 'REDD bleu': la marchandisation des territoires marins côtiers
 Ce document traite de la promotion d'une nouvelle initiative dénommée 'Carbone Bleu' ou 'REDD Bleu' qui vise à commercialiser le carbone 'stocké' dans les territoires marins côtiers et en particulier dans les forêts de palétuviers.



REDD quitte les forêts pour envahir les paysages: la même chose, en plus grand et avec plus de chances de faire des dégâts
 Ce document porte sur une nouvelle version du système REDD, appliqué cette fois au paysage, dont la caractéristique est, encore une fois, d'être une fausse solution au changement climatique. Le terme 'à l'échelle du paysage' embrasse les forêts et, en plus, les champs et les méthodes agricoles; le système reste verticaliste, il vise à protéger et à encourager l'agro-industrie au détriment des peuples indigènes et des communautés paysannes.

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE

- Cameroun: le WWF complice d'abus contre des peuples tribaux
- Pérou : les Matsés, derniers chamans de la forêt amazonienne qui résistent à une transnationale
- L'Inde prévoit une forte expansion du palmier à huile, qui met les forêts en danger
- Le 3 décembre, Journée mondiale contre l'utilisation de produits agricoles toxiques!

- Rendre visibles les questions de genre dans les mouvements paysans et la souveraineté alimentaire
- Brésil: la justice maintient la suspension préliminaire du financement accordé par la BNDES à Fibria Celulose, entreprise certifiée par le FSC

RECOMMANDATIONS

- La violence du carbone: les impacts des plantations de Green Resources en Ouganda
- La gageure REDD: il est temps de remplacer ce système risqué par des approches efficaces, éthiques et équitables, basées sur les communautés
- Les barrages hydroélectriques amazoniens ont-ils ‘compensé’ les émissions de la Coupe du Monde?
- Que les terres restent locales. Reprenons leur gouvernance au marché
- Pérou: des peuples indigènes défendent leur territoire
- Brésil: les grands propriétaires sont la cause du déboisement en Amazonie

NOTRE OPINION

Quelle est la plus forte contradiction du système REDD+?



Cela fait presque dix ans qu'un groupe de banques, d'entreprises, de gouvernements et d'ONG essaient

de montrer au monde que le système REDD+ est un bon moyen pour combattre les changements climatiques. Ce système sera un élément fondamental du nouvel accord mondial sur le climat sur lequel les gouvernements commencent à discuter en ce moment à Lima, au Pérou, en prévoyant qu'il sera conclu en 2015 à Paris. Or, en examinant les politiques REDD+ qui ont été formulées et les nombreux projets expérimentaux qui ont été mis en œuvre, le WRM constate que ce système accumule les échecs et qu'il pèche de nombreuses contradictions.

Cela fait presque dix ans qu'un groupe de banques, d'entreprises, de gouvernements et d'ONG essaient de montrer au monde que le système REDD+ est un bon moyen pour combattre les changements climatiques.

Or, en examinant les politiques REDD+ qui ont été formulées et les nombreux projets expérimentaux qui ont été mis en œuvre, le WRM constate que ce système accumule les échecs et qu'il pèche de nombreuses contradictions. (Pour en savoir plus, [voir la page correspondante du WRM](#)).

Malgré cela, ce système sera un élément fondamental du nouvel accord mondial sur le climat sur lequel les gouvernements commencent à discuter en ce moment à Lima, au Pérou, en prévoyant qu'il sera conclu en 2015 à Paris. Le nouvel accord vise à disposer de davantage de fonds de la Banque mondiale et des agences de coopération de la plupart des gouvernements du Nord, pour faire modifier les législations forestières des pays de forêt tropicale en les adaptant à la logique de marché nécessaire à l'application de REDD+.

Ces raisons ont été suffisantes pour que le WRM et un ensemble d'organisations et de réseaux mondiaux fasse [un appel à l'action](#), en soulignant qu'il faut lutter non seulement contre REDD+ mais aussi contre les industries pétrolière, gazière et minière qui en sont les principales bénéficiaires, en plus de combattre le capitalisme global.

L'occasion est bonne pour énumérer les contradictions les plus graves du système REDD+:

1. Les promoteurs de REDD+ affirment que les communautés ne seront pas désavantagées par les projets REDD+, parce qu'ils seront tous mis en œuvre en appliquant le principe du consentement préalable, libre et en connaissance de cause. Cependant, les projets de réduction des émissions de carbone dans les forêts qui ont déjà été mis en œuvre ont été conçus et définis par les techniciens des entreprises ou des ONG qui les proposent, sans donner aux communautés l'information nécessaire et complète et sans leur demander si elles voulaient ou non transformer leurs forêts en 'réservoirs' de carbone. Pour aggraver encore les choses, ces projets s'accompagnent souvent de la criminalisation des communautés, en plus de porter atteinte à leur souveraineté alimentaire, à leur contrôle du territoire et à leur autonomie.

2. Les promoteurs de REDD+ justifient leurs projets en accusant les communautés qui dépendent des forêts tropicales d'être les principales responsables du déboisement à cause de leur mode de vie. Cependant, ces promoteurs accordent une importance secondaire aux véritables causes du déboisement, dont sont responsables les entreprises et les institutions financières qui sont derrière la construction de barrages hydroélectriques, l'agriculture industrielles, l'extraction minière à grande échelle, l'exploitation de pétrole et de gaz, etc. Pour aggraver encore les choses, ces entreprises sont les principales bénéficiaires des projets REDD+, qui leur permettent d'acheter des crédits carbone et de 'verdir' en même temps leur image.

3. Les promoteurs de REDD+ disent aux communautés qui habitent dans la zone d'un projet que le fait de 'stocker' le carbone dans leur forêt contribue à réduire la pollution de l'air et les effets des changements climatiques à l'échelon mondial. Cependant, ils ne leur disent pas que le carbone 'stocké' dans la forêt donne aux grandes industries polluées le droit de continuer à libérer du carbone dans l'atmosphère et que cela aggravera encore plus les changements climatiques, avec des effets négatifs sur les forêts elles-mêmes. En revanche, les promoteurs des projets obligent les communautés – qui n'émettent pratiquement pas de carbone – à modifier leur mode de vie, tout en veillant à ce que le 'mode de vie' des grandes entreprises des pays

industrialisés puisse rester inchangé.

4. Les promoteurs de REDD+ dépensent plus de la moitié de l'argent des projets à payer des consultants chargés de calculer et de recalculer les volumes de carbone censément présents, aujourd'hui et à l'avenir, dans la forêt concernée par le projet. Cependant, ces calculs ne sont pas fiables et, pire encore, ils détournent encore plus l'attention des causes réelles du réchauffement planétaire.

5. Les promoteurs de REDD+ affirment que le reboisement, c'est-à-dire la plantation d'arbres, peut être considéré comme un projet REDD+ parce qu'il augmente la superficie des 'forêts' du monde et le 'stockage' de carbone. Cependant, ce reboisement se fait en créant de vastes plantations d'eucalyptus en régime de monoculture, destinées à approvisionner les usines de pâte à papier; ces plantations sont gérées de façon industrielle et mécanisée, avec des cycles de rotation courts (6 an) et à grand renfort de produits toxiques et d'engrais chimiques dérivés du pétrole.

6. Les promoteurs de REDD+ affirment que l'agriculture peut être 'intelligente vis-à-vis du climat'. Cependant, cette 'intelligence' consiste à appliquer les méthodes de l'agriculture industrielle, avec des semences transgéniques plantées en régime de monoculture à grande échelle et en dépendant considérablement du pétrole.

7. Une entreprise énergétique d'un pays industrialisé d'Europe ou d'Amérique du Nord qui ait acheté des crédits carbone d'un projet REDD+ peut affirmer qu'elle possède des documents attestant qu'elle est propriétaire du carbone présent dans une étendue de forêt déterminée. Cependant, cette forêt est à des milliers de kilomètres du 'propriétaire' supposé du carbone, qui n'a pas la moindre idée de l'endroit où 'son carbone' est 'stocké' ni des personnes qui habitent ce territoire depuis des générations.

8. D'un côté, le gouvernement de Norvège accorde des sommes milliardaires au Brésil pour réduire les émissions dues au déboisement. De l'autre, ce même gouvernement norvégien vient d'annoncer que son entreprise Statoil va forer de nouveaux puits de pétrole au large du Brésil. Ainsi, le carbone de l'atmosphère augmentera encore, et les profits de l'entreprise – qui dépassent de loin le montant alloué aux gouvernements du Brésil et d'autres pays tropicaux pour 'réduire le déboisement' – augmenteront également.

9. Les promoteurs de REDD+ ont réussi à faire dépenser beaucoup de temps et d'argent à s'occuper d'une cause secondaire des changements climatiques: le déboisement et la dégradation des forêts. De leur côté, les gouvernements ont consacré très peu de temps et d'argent à s'attaquer au problème de fond. Cela est d'autant plus grave que personne n'ignore la véritable solution: laisser le pétrole, le charbon et le gaz dans le sous-sol.

10. Les promoteurs de REDD+ affirment que la seule manière de sauver les forêts tropicales c'est que l'humanité fasse appel à des systèmes tels que REDD+ et mette un prix à la nature. Cependant, pour les communautés forestières la valeur des forêts est incommensurable et il est impossible d'attribuer un prix à ce que les peuples indigènes considèrent comme sacré.

À vous maintenant de décider – et ce ne sera pas facile – laquelle de ces contradictions de REDD+ est la plus grave!

LA CDP SUR LE CLIMAT A PEROU :
PLUS D'OPPORTUNITES COMMERCIALES POUR LES POLLUEURS MONDIAUX

La destruction masquée: le système REDD+ dans l'Amazonie péruvienne



Le Pérou est devenu un acteur-clé dans les politiques pour éviter le déboisement croissant des forêts. Pourtant, la logique capitaliste, qui domine dans les négociations internationales sur le climat aussi bien que dans les fonds de coopération et dans le système politique péruvien, transforme les ‘engagements’ à ‘réduire’ le déboisement en menaces latentes, pour les forêts et pour leurs habitants.

Pendant presque 20 ans, dans les pourparlers de l’ONU sur le climat le marché du carbone a été présenté comme la ‘solution’ principale du changement climatique. Or, ce marché permet aux entreprises et aux gouvernements de ‘compenser’ leur pollution sans avoir à réduire leurs émissions. De ce fait, non seulement les gaz qui provoquent le changement climatique ont augmenté au plan mondial mais, en plus, les projets à grande échelle, mis en œuvre surtout dans le Sud pour ‘compenser’ les émissions des pays et des entreprises du Nord, ne cessent de provoquer la dévastation environnementale, la confiscation de territoires, des conflits sociaux et même la violation des droits de l’homme.

Suivant cette logique des ‘compensations’, on négocie depuis 2005 le système de Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD) et celui de conservation et gestion durable des forêts avec augmentation des stocks de carbone REDD plus ou REDD+). Le gouvernement péruvien en a été le principal promoteur depuis 2008.

Le système REDD+ impose aux forêts la logique du marché du carbone. Il attribue une valeur monétaire à la capacité des arbres, des plantes et des sols de ‘stocker’ du carbone. Pour ce faire, il est nécessaire de modifier la législation existante en matière de forêts et, par conséquent, celle qui concerne les communautés indigènes et les peuples tributaires des forêts. Le Pérou participe à presque tous les processus internationaux favorables à REDD+, comme le Fonds de coopération pour le carbone forestier (FCPF) et le Programme d’investissement forestier (FIP) de la Banque mondiale, le Programme ONU-REDD, et d’autres encore.

Mais qui tire profit du système REDD+ ?

Les documents de préparation à l'application de REDD+ au Pérou signalent que les paysans et les paysannes sont les principaux responsables du déboisement, parce qu'ils font des parcelles pour l'agriculture de subsistance. Une analyse récente des images satellite des huit pays sud-américains qui se partagent l'Amazonie, le Brésil excepté, montre que le Pérou est celui qui a perdu le plus de forêts en 2012, et que ce déboisement a augmenté de 67 % par rapport à l'année précédente. Des champs pétroliers empiètent sur plus de 65 % des territoires indigènes et 49 % des Zones naturelles protégées. Les conflits sociaux et la criminalisation des peuples augmentent parallèlement. Cependant, les documents concernant REDD+ ne mentionnent pas les causes structurelles de ces taux de déboisement si élevés. Ils ne considèrent pas non plus le besoin d'arrêter l'extraction de pétrole et de gaz, la construction d'infrastructures telles que les grands barrages, ou les plantations de palmiers à huile. Au lieu d'analyser les raisons du déboisement, on cache les grands responsables de la destruction à grande échelle de l'Amazonie et on en accuse les plus petits.

La carte des projets miniers du ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou montre qu'il y a aujourd'hui 50 516 concessions minières en vigueur situées sur la côte et sur la sierra péruvienne, et que 49,6 % du territoire des communautés de la sierra se superposent à des concessions minières, de sorte que de nombreuses populations sont obligées de chercher des terres ailleurs par suite des expulsions, de la pollution des lieux, de la criminalisation, etc. De même, les concessions pétrolières occupent 84 % de l'Amazonie et, par un décret de 2011, la construction de 20 grands barrages hydroélectriques le long du fleuve Marañón a été considérée comme une affaire 'd'intérêt national'. La plupart de l'énergie générée sera exportée au Brésil, et le reste sera utilisé par les entreprises minières de la région andine. D'autre part, les plantations de palmiers à huile avancent rapidement dans l'Amazonie.

Plus il y aura de déboisement et de dangers pour les forêts, plus de projets REDD+ pourront être justifiés. Ainsi, en plus de générer des crédits de carbone qui permettent de développer et de légitimer les activités coupables du déboisement, en plus de créer des marchés lucratifs de spéculation financière, les projets REDD+ non seulement ne mettent pas en question le modèle extractiviste mais dépendent de lui.

Le processus REDD+ au Pérou

La mise en œuvre du système REDD+ commença au Pérou en 2009, lorsque ce pays fut désigné pays pilote des programmes de la Banque mondiale qui encouragent avec force les marchés du carbone: le FCPF et le FIP. Entre autres choses, ces programmes proposent du financement pour obtenir que les pays du Sud participent au marché du carbone dans le domaine des forêts. Pour que les pays puissent avoir accès au financement, le FCPF leur exige de formuler une Proposition pour la préparation de REDD+(R-PP, d'après l'anglais). La proposition du Pérou fut acceptée en 2011, mais il manque de l'approuver définitivement. La R-PP oriente la Stratégie nationale sur REDD+ et la Stratégie nationale d'investissement qu'il faut formuler dans le cadre du FIP.

Le FCPF et le FIP reçoivent des fonds de la Banque interaméricaine de développement (BID), de quelques gouvernements européens, des États-Unis et du Japon, ainsi que de quelques sociétés privées comme le géant pétrolier anglais BP. Or, l'histoire nous prévient que ces acteurs ont facilité des processus qui ont abouti au déboisement et marginalisé les peuples tributaires des forêts. Ainsi, la BID finance aussi des activités aussi destructrices que l'extraction de gaz à Camisea ou le zonage destiné à multiplier les plantations de palmiers en Amazonie. Donc, si ce qui est au programme c'est la poursuite d'un modèle extractiviste destructeur, quels sont les véritables intérêts qui poussent à mettre en œuvre le système REDD+ au Pérou?

Le projet Camisea d'extraction de gaz au milieu de l'Amazonie inclut l'installation de centaines de kilomètres de gazoducs, la construction d'usines de fractionnement et de liquéfaction, de ports et de voies d'accès, et la pose de réseaux électriques. Tout cela se superpose à des réserves communales, à des territoires indigènes et à des parcs nationaux. Le plan d'expansion de Camisea se superpose à la Réserve territoriale Kugapakori,

Nahua et Nantiy (RTKNN), où habitent des peuples indigènes en situation d'isolement volontaire ou de contact initial, et qui fonctionne aussi comme zone tampon du Parc national de Manu; ce dernier, d'après l'UNESCO, «abrite une diversité d'espèces animales et végétales sans égale».

En décembre 2012, la BID a accordé au gouvernement péruvien un million de dollars pour 'protéger' les Réserves d'indigènes en isolement volontaire, une catégorie qui, d'après la loi, permet la réalisation d'activités d'extraction si le gouvernement les considère comme «d'intérêt public». Avec cet argent sont financées des études pour reclasser cinq Réserves territoriales, dont la RTKNN, comme Réserves indigènes, les exposant ainsi à la possibilité d'interventions. Sous prétexte de 'protection', le financement inclut une «Analyse du déboisement évité dans les réserves de peuples en situation d'isolement volontaire ou de contact initial». Autrement dit, il s'agit de comptabiliser le carbone qui y est 'stocké', en précisant qu'il faut chercher à formuler «un mécanisme financier destiné à le protéger grâce à la vente de crédits d'émission», au moyen d'un projet REDD+. En 2002, dans une tentative d'améliorer son image, la banque avait approuvé un prêt de cinq millions de dollars destiné à renforcer la capacité gouvernementale de superviser et de surveiller «les impacts sur l'environnement et la société du projet» de Camisea, et à lancer des initiatives «qui permettent un développement durable et harmonieux dans sa zone d'influence». Néanmoins, en 2003 elle approuva un prêt de 135 millions de dollars à un consortium privé pour la construction des principaux gazoducs de Camisea, afin «d'appuyer l'élément concernant le transport du gaz». En 2007, elle approuva un autre prêt de 400 millions USD à un consortium privé dirigé par la société états-unienne HuntOil. En fait, REDD+ permet d'assurer la génération de crédits de carbone dans la réserve, tout en légitimant l'extraction dans la même zone.

Parallèlement, la société pétrolière Pluspetrol, qui dirige le consortium de Camisea, a souscrit en 2013, dans le cadre du marché du carbone de l'ONU, un projet de compensation pour sa raffinerie. L'entreprise affirme qu'elle réduira les émissions de cette usine en installant deux unités de récupération de la chaleur résiduelle et en évitant d'installer des fours de réchauffement fonctionnant à l'huile afin de consommer moins de ce combustible. Grâce à ce projet, Pluspetrol pourra générer des crédits d'émission jusqu'en 2020, pour les commercialiser et obtenir encore plus de bénéfices. Pourtant, les discours de l'entreprise sur 'l'efficacité énergétique' et la 'durabilité' s'écroulent face à la réalité d'un projet de grande envergure qui est en train de semer la destruction dans les territoires et les peuples de la vallée de l'Urubamba. Le marché du carbone, en plus de légitimer une entreprise pétrolière, l'aide à se développer.

Un détail en trop: le 'plus' de REDD+

Le 'plus' inclut des activités de (1) conservation des réserves de carbone, (2) gestion forestière durable et (3) augmentation des stocks de carbone. Malgré leur apparence positive, ces activités facilitent encore plus l'accès des grandes entreprises et des intérêts privés aux territoires boisés.

Lors des pourparlers sur le climat de 2008, le MINAM avait annoncé le «Programme national de conservation des forêts» (PNCB) dont le but était de conserver 54 millions d'hectares de forêts qui comprenaient des zones protégées, des concessions pour l'écotourisme et la conservation, des réserves territoriales pour des autochtones en isolement volontaire et des zones humides amazoniennes, et de porter le déboisement net à zéro pour l'an 2020. Financé par les gouvernements d'Allemagne, des États-Unis et du Japon, le PNCB incluait le système REDD+ du fait qu'il «permet de piéger du dioxyde de carbone». Dans le cadre du PNCB, le gouvernement entend remettre aux communautés environ 3,7 USD par hectare et par an, pendant cinq ans, à condition qu'elles s'engagent à 'surveiller' les forêts où elles habitent. Les contrats, qui concernent la totalité de la superficie des forêts communautaires, non seulement privent les communautés de leur autonomie et de leur contrôle quant à l'utilisation de leurs territoires mais, en plus, créent des conflits entre elles, puisqu'elles doivent 'se surveiller' les unes les autres.

L'imposition de parcs nationaux ou de zones protégées entraîne aussi le déplacement des populations locales.

Dans la forêt du nord du Pérou, par exemple, la communauté de Nuevo Lamas s'oppose à la Zone de conservation régionale Cerro Escalera. Les autorités du parc ont limité leur accès à la forêt pour la chasse et la cueillette, et elles ont interdit leur système traditionnel de rotation des cultures. En 2010, trois membres de la communauté ont été accusés de pratiquer ce système agricole. D'autres communautés dépendent aussi de cette réserve pour des ressources vitales. Des accusations ont été présentées aussi contre huit membres de la communauté d'Alto Pucallpa pour avoir déboisé 0,25 hectare afin d'établir un petit campement pour cultiver des aliments pendant leurs sorties de chasse et de cueillette. La communauté d'Alto Pucallpa n'est formellement propriétaire que des terrains où se trouvent les maisons. D'après une étude en cours, il existe au moins 32 communautés dans cette situation, et au moins 13 qui ne sont pas officiellement reconnues. La zone protégée de Cerro Escalera, de 132 000 hectares, a été créée pour la 'conservation', ainsi que des centaines de milliers d'hectares de concessions privées qui ont été octroyées à des ONG et à des entreprises privées.

D'autre part, REDD+ favorise les activités d'extraction de bois à l'échelle industrielle, ainsi que les plantations en régime de monoculture. Le financement du FIP, par exemple, vise (1) à octroyer des concessions pour l'extraction de bois, de préférence 'certifiées' par le FSC ou d'autres systèmes; cela encourage fortement l'abattage industriel, une activité que les communautés péruviennes ont beaucoup critiquée et qui est une cause importante de déboisement; (2) à promouvoir l'agriculture 'positive en carbone', comme les plantations de palmiers à huile, qui bénéficient déjà de l'appui national et international en tant qu'options de remplacement des plantations destinées au trafic de la drogue; (3) à promouvoir la plantation d'arbres, en suggérant de planter 250 000 hectares à Cajamarca et à Huánuco, près de San Martín et d'Ucayali.

'Recréer' la vie?

La mine Conga, propriété de la société Minera Yanacocha constituée par Newmont, Buenaventura et la Banque mondiale, est un projet controversé qui a été prévu pour la province de Cajamarca, dans le nord du pays. Ce projet est devenu un symbole de la lutte pour la protection de l'eau. Il consiste à creuser une mine à ciel ouvert à la source d'un bassin hydrologique qui alimente cinq micro-bassins; cela porterait atteinte à plus de 600 sources et provoquerait la disparition imminente de lagunes naturelles, avec des conséquences graves pour la population. L'entreprise minière propose de 'recréer' les lagunes avec des réservoirs artificiels, afin de 'compenser' leur destruction. Or, il est impossible de remplacer ces lagunes, et encore moins de les 'compenser', en faisant des réservoirs d'eau artificiels. Les populations et les gouvernements de la zone protestent fortement depuis des mois, mais ils sont harcelés et criminalisés avec violence. Du moment que REDD+ crée un système de compensation des émissions de dioxyde de carbone et de la pollution atmosphérique, de nombreux marchés sont maintenant proposés, qui permettraient de commercialiser – ou même de 'recréer' – les 'services' qu'offre la nature, en l'occurrence le cycle de l'eau. L'idée que la destruction peut être 'compensée' est très dangereuse et dissimule une augmentation de l'extraction et de la dévastation.

La logique de l'accumulation

Le système REDD+ est basé sur le marché du carbone, et il favorise la transformation des territoires, des

‘services environnementaux’, de la biodiversité et de l’eau en simples marchandises. On aura beau essayer de modifier ses objectifs, le système REDD+ est financé, conçu et planifié pour devenir un mécanisme du marché du carbone. Les investisseurs se soucient avant tout de la ‘valeur’ et de la qualité de la marchandise. L’expérience met en évidence que les projets REDD+ créent des paquets de droits de propriété sur les arbres, les plantes, les forêts et les sols que les acteurs du pouvoir pourront s’approprier.

En ajoutant une valeur monétaire au cycle du carbone, le système REDD+ prétend créer des incitations suffisantes pour diminuer le déboisement, sans lutter contre les causes profondes de celui-ci et sans s’opposer au modèle basé sur l’extraction, mais il est évident que cela ne marche pas. Le déboisement et la dégradation des forêts sont le résultat d’une logique économique fondée sur la ‘croissance’ continue, qui a besoin de l’extraction et, par conséquent, du déboisement à grande échelle et du dépouillement des communautés qui dépendent des forêts. Suivant cette logique, les fonctions et les cycles naturels sont des marchandises, les forêts sont pareilles aux plantations d’arbres, et les nombreuses ‘valeurs’ de la forêt se réduisent à une unique ‘valeur’ monétaire. Cette logique veut nous empêcher de voir les nombreuses options qui existent en dehors du capitalisme prédateur. Ne tombons pas dans ce piège!

Le présent article est un résumé de la publication “Enmascarando la destrucción: REDD+ en la Amazonía Peruana”, de Joanna Cabello, Mouvement mondial pour les forêts tropicales, Disponible uniquement en espagnol, anglais et portugais. <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/masking-the-destruction-redd-in-the-peruvian-amazon/>

Le nouveau “Plan directeur forestier” de Thaïlande: la même stratégie de toujours, mais en habits neufs



Le 31 juillet 2014, le «Plan directeur forestier» (FMP d’après l’anglais) a été publié par le Commandement des opérations de sécurité intérieure et le Ministère des Ressources naturelles et de l’environnement de Thaïlande. Il n’y a eu aucune consultation du public ou de la société civile avant la formulation de ce plan; aucune sorte de consultation publique ni de referendum n’a eu lieu non plus après qu’il a été rédigé.

Le Plan forestier a pour but de «résoudre les problèmes de la destruction des forêts, de l’entrée non autorisée

dans des terres publiques et de la gestion durable des ressources naturelles». L'objectif global du plan est «d'accroître le couvert forestier» de Thaïlande, le faisant passer en 10 ans de 33 % (17,1 millions d'hectares) à 40 % du territoire (20,5 millions d'hectares).

Les trois objectifs déclarés du FMP sont:

1. Enrayer la dégradation des forêts et récupérer les terres boisées illégalement utilisées, dans un délai d'un an.
2. Établir des systèmes de gestion des forêts efficaces et durables dans un délai de deux ans.
3. Recréer des forêts en bon état au cours des années 2 à 10.

Le plan d'action désigne des 'zones en crise' où, selon le Ministère royal des Forêts (MRF) il existe de nombreux cas d'invasion et d'extraction illégale de bois. La plupart de ces 'zones en crise' se trouvant dans le nord de la Thaïlande, les membres des communautés tributaires des forêts craignent que l'on prenne bientôt des mesures contre eux. Un autre aspect inquiétant du FMP, surtout pour les communautés forestières du nord du pays, est que les fonctionnaires du MRF se servent de cartes de surveillance aérienne anciennes pour déterminer si une communauté a envahi des «terres de l'État».

En outre, le plan d'action du FMP affirme que le MRF devra mieux s'équiper (en personnel, véhicules, armes, radios, GPS, etc.) pour que le plan puisse être mis en œuvre avec succès.

Expulsions, arrestations, détentions, amendes

Depuis le lancement du FMP, des soldats de l'armée thaïlandaise et des fonctionnaires du MRF font des incursions fréquentes dans les villages et arrêtent des habitants, se déplaçant tout de suite après vers d'autres cibles pour éviter la confrontation avec la population. La Fédération des paysans du Nord (NPF), un réseau de communautés de petits agriculteurs de neuf provinces de la région, a remarqué que le MRF s'est attaqué d'abord aux communautés indigènes (les habitants des villages de Lisu, Lahu et Karen ont été les premiers à subir des arrestations et à recevoir des avis d'expulsion). Au cours des descentes passées des militaires et du MRF, des communautés entières ont été expulsées mais, à présent, les cibles sont certains membres des communautés, ce qui a provoqué la discorde et la désunion dans les villages.

D'après le Commandement des opérations de sécurité intérieure, depuis la prise de pouvoir du Conseil national pour la paix et l'ordre (NCPO) en mai 2014, 501 personnes ont été arrêtées et poursuivies en justice pour invasion de forêts et de terres publiques, et 55 000 hectares ont été confisqués dans 68 provinces. Dans le nord, plus de 200 procès ont été intentés contre des membres des communautés forestières, presque toujours pour possession de bois illégal. Nombre d'entre eux n'en comprennent pas les raisons, puisqu'ils pensent qu'ils ont toujours respecté la loi.

Plus les choses changent, plus elles restent les mêmes

Le FMP est la dernière en date de la longue liste de tentatives du MRF et de l'armée d'expulser les habitants des forêts. Par exemple, au début des années 1990 et cette fois aussi après un coup d'État militaire, l'armée et le MRF ont collaboré entre eux pour mettre en œuvre le programme «Kho Cho Ko» (1) dans le nord du pays. Le projet visait à 'réinstaller' les habitants des forêts et des bassins 'protégés', et ceux des forêts soi-disant dégradées. Au total, il était prévu de 'réinstaller' près de 6 millions de personnes appartenant à 9 700 villages forestiers, en leur faisant quitter 1 253 zones boisées réparties sur toute la Thaïlande. Leurs maisons ont été démolies et ils ont été expulsés de force, dans le but de 'reboiser' les forêts dégradées avec des arbres à croissance rapide, comme l'eucalyptus, plantés en régime de monoculture. Les protestations massives des communautés concernées, soutenues par des informations exactes sur les effets négatifs du programme, ont finalement obligé le gouvernement à renoncer au programme «Ko Cho Ko» en 1992.

L'actualité

Le 9 novembre, l'organisation NPF avait prévu la «Marche pour la justice foncière» pour demander que le Plan directeur forestier soit suspendu jusqu'à la réalisation d'une révision et d'une consultation publique, et pour obtenir du soutien pour la campagne «Quatre lois pour les pauvres» (2). Or, dès que le premier groupe de paysans a parcouru à peine cinq mètres à partir du lieu de départ, l'armée a mis fin à la marche. Deux participants (Prapart Pintobtang, maître de conférences en science politique de l'université de Chulalongkorn, et Pisist Taja, membre du groupe forestier de Phrae) ont été arrêtés et retenus dans un camion de la police pendant 30 minutes avant d'être libérés. Après des heures de pourparlers entre l'armée thaïlandaise et la NPF, il a été convenu que la marche serait remise à plus tard et qu'il y aurait en échange une réunion de négociation entre un membre-clé du gouvernement (Panadda Diskul, membre du cabinet du Premier ministre) et des représentants de la NPF; cette réunion devait avoir lieu le 13 novembre dans la mairie de Chiang Mai.

Le 13 novembre, les représentants des paysans ont rencontré M. Panadda Diskul et lui ont expliqué leurs doléances et les dangers auxquels ils devaient faire face à cause du FMP. M. Panadda Diskul a accepté de faire les arrangements nécessaires pour libérer les 19 villageois Karen qui étaient encore détenus dans la province de Mae Hongson, et de présenter les problèmes soulevés par les paysans aux organismes et bureaux pertinents de Bangkok. Il a été convenu aussi que le ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement, Gen Dapong Ratanasuwan, viendrait à Chiang Mai le 17 novembre pour discuter du FMP.

Avant la réalisation des activités et des réunions qui ont eu lieu à Chiang Mai en novembre, l'armée thaïlandaise avait rendu visite aux membres de la NPF et les avait prévenus qu'ils ne devaient pas porter des drapeaux ni des tee-shirts de campagne, chanter des slogans, ou même lever quatre doigts en signe de soutien des «Quatre lois pour les pauvres» au cours des réunions prévues. Le 13 novembre, pendant que les rencontres avaient lieu à l'intérieur de la mairie de Chiang Mai, les militaires marchaient entre les villageois qui attendaient dehors et leur ordonnaient de s'asseoir séparés en groupes de moins de cinq personnes.

Considérations finales

À la NPF, nous sommes d'accord avec le MRF que les forêts thaïlandaises sont en train de diminuer et doivent être protégées. Cependant, les personnes et les groupes responsables de la dégradation permanente des forêts du pays ne sont pas les villageois ni les petits agriculteurs: ce sont les spéculateurs fonciers et les propriétaires des plantations et des lieux de vacances. Tout plan de l'État de restaurer et conserver les forêts devrait les cibler. Au lieu des programmes répressifs de 'gestion forestière', qui portent atteinte aux véritables protecteurs des forêts, nous recommandons l'adoption des «Quatre lois pour les pauvres», qui visent à soutenir la gestion communautaire des terres et des ressources naturelles, celle-ci étant la méthode la plus juste et durable pour préserver les précieuses forêts et l'environnement de la Thaïlande.

NPF Thaïlande

Adresse électronique: npf_thai@yahoo.com

(1) «Kho Cho Ko» est l'acronyme thaïlandais de «Programme d'allocation de terres agricoles pour les pauvres qui habitent des zones forestières protégées dégradées».

(2) Pour davantage d'information sur cette campagne voir <http://www.landjustice4thai.org/4laws.php>.

Pourquoi les femmes luttent-elles contre l'extractivisme et le changement climatique?



Il est évident que le capitalisme se nourrit de l'exploitation des travailleurs, des femmes, des peuples indigènes et de la nature. Et quand on pensait que le corps de la femme était la dernière frontière du capitalisme, voilà que les limites se déplacent vers d'autres confins: les fonctions, les cycles, les éléments et les structures de la nature. La photosynthèse, le cycle du carbone, la formation d'eau, la création de biodiversité et d'autres processus qui recréent la vie sur la planète sont maintenant des marchandises qui peuvent faire l'objet d'abstraction, d'appropriation, de commercialisation, ou même de spéculation financière.

Dans la pratique, de la même manière que le capital soumet les femmes, il soumet aussi la nature pour permettre une accumulation infinie de profits. De même que les femmes sont censées savoir et devoir «aimer», et par conséquent se charger de façon obligatoire de la bonne marche du foyer, des vieux, des enfants ou des malades – gratuitement car il ne s'agit pas là d'un travail mais de «leur nature profonde» –, la Mère Nature nous fournit des 'services environnementaux', vu qu'elle 'l'a toujours fait' et que cela lui est propre.

Aucune de ces deux assertions n'est vraie. D'un côté, l'amour que l'on porte à une personne ne peut pas justifier que l'on devienne une esclave domestique ou une reproductrice d'êtres humains. De la même manière, les dons de la nature, que l'on nommait jusqu'alors 'capital naturel', ne peuvent pas non plus être utilisés comme source de «services». Ce changement de dénomination n'est pas mineur, car il exprime, en une abstraction poussée à l'extrême, le concept d'une nature prodigue en biens et en services, qui ne constitue plus un capital environnemental mais une infinité de marchandises capables d'augmenter le capital monétaire et financier.

Le capitalisme non seulement dépend du travail domestique (gratuit), mais il dépend en outre de l'incorporation de millions de femmes mal payées au marché du travail. C'est un capital humain quasi inépuisable. Ainsi, les gouvernements ont l'habitude de fonder des programmes qui concernent des femmes entrepreneuses qui travaillent chez elles pour que, dans la pratique, elles n'aient pas à négliger leurs obligations domestiques, et qu'elles n'aient pas accès à la sécurité sociale. Ainsi par exemple, en Amazonie, les entreprises pétrolières ont besoin de femmes pour s'occuper du foyer pendant que les hommes travaillent dans les activités pétrolières; ou

bien pour cuisiner et laver le linge dans les campements; ou bien elles ont besoin de travailleuses sexuelles autour des zones d'opération. En Équateur, les autorités se vantent de promouvoir des projets mis en œuvre par des femmes, comme ceux créés pour alimenter les hordes de travailleurs pétroliers qui envahissent des territoires pour le débroussaillage et l'exploration sismique. Cependant, ces emplois ont transformé les femmes de la zone en servantes du capital pétrolier. Il se passe la même chose avec la nature. Le marché des 'services environnementaux' s'approprie les activités de la nature et en fait une sorte de travail.

C'est ce qui se produit avec les mécanismes REDD+ et REDD++ (1), et avec les projets de ce type, qui offrent une double occasion de bénéfices car, d'une part les États, les entreprises et les banques achètent et vendent des services environnementaux (comme le cycle du carbone) en s'appropriant l'œuvre de la nature, et d'autre part ils disposent de communautés qui travaillent comme tout autre stock de main d'œuvre bon marché qui prend soin de leur marchandise et devient ainsi un élément du marché mondial. Dans ce dernier cas se trouvent aussi les femmes qui jouent un rôle important en se voyant privées d'autonomie et de créativité.

Par exemple, dans le cas de l'Équateur, les femmes et la nature souffrent pareillement et sont sujettes à cette double soumission. La surexploitation du travail de la femme s'ajoute à la criminalisation des femmes qui ont recours à l'avortement; et la nature contaminée est clôturée, ses rivières sont contenues, et elle se transforme ainsi en fournisseuse de biens et de services écosystémiques. Autant les femmes que la nature sont mises à la disposition du nouveau modèle productif et de connaissances. Ce plan de modernité capitaliste crée de nouveaux types de femmes, moins émancipées, et de nouvelles natures, moins libres.

Avec l'imposition de ce carcan disciplinaire, comme dans le cas des femmes qui veulent être maîtresses de leur avenir, ce plan veut «contrôler la nature, la dominer, vivre en harmonie avec elle mais en sachant en contrôler les excès à moins de continuer à en être les victimes» (2). Rien n'a changé dans la pensée 'moderne' depuis plus de 300 ans.

Malgré cela, les femmes comme la nature résistent. En fait, ce sont les femmes qui résistent avec le plus de force dans les territoires face à l'intrusion des entreprises pétrolières, minières ou de services environnementaux. Elles luttent chez elles quand leur époux cherche un emploi dans la société pétrolière, elles luttent dans la communauté parce que elles s'opposent aux projets REDD, elles luttent dans les villes pour la démocratie. Les femmes sont essentielles dans la résistance à l'activité extractive, elles sont la clef de voûte dans le processus de transformation anticapitaliste. La nature résiste également avec force: cela se manifeste par le chaos climatique, les inondations, les sécheresses, etc. Nous devons dialoguer avec elle et écouter son message.

Un exemple d'organisation et de résistance est celui des femmes de l'Équateur où, en octobre 2014, il y eut une réunion de femmes opposées aux activités minières et pétrolières. De cette rencontre est issue la Déclaration des femmes confrontées aux activités d'extraction industrielles et au changement climatique, où l'on peut lire:

«Nous ne voulons pas des alternatives de développement qui ont signifié l'extinction des cultures et des peuples; ce développement-là est fait de mort et de destruction, il est centré sur l'exploitation et surtout sur celle du pétrole et des minerais. Ce développement n'a pas d'avenir: nous le savons car nous l'avons vécu pendant plus de 500 ans. C'est nous qui détenons l'alternative au développement.

Ce qui nous conduit à proposer:

- de récupérer la souveraineté alimentaire,
- de récupérer la souveraineté hydrique,
- de récupérer la souveraineté énergétique, c'est-à-dire
- de récupérer la Terre-mère comme aliment de nos corps, de notre peuple,

- de produire pour générer des aliments sains pour le Bien Vivre.

Pour cela, nous luttons pour que les minéraux restent dans le sous-sol, et que le pétrole de l'Amazonie demeure inexploité. Voilà les vraies solutions au changement climatique et une façon de conserver notre biodiversité qui est notre véritable richesse» (3).

Les exemples comme ceux-ci sont nombreux. Des femmes ensemble, qui construisent des solidarités, qui créent des formes de lutte et de résistance créatives et courageuses. L'heure est venue de féminiser les prochaines négociations de l'ONU sur le climat!

Ivonne Yanez, Acción Ecológica, Équateur

Adresse électronique: ivonne@accionecologica.org

(1) Pour davantage d'information sur les problèmes que pose le système REDD, voir:

<http://www.accionecologica.org/servicios-ambientes/documentos-de-posicion-de-a-e/1782-posicionsociobosque>

(2) Rafael Correa, Enlace Ciudadano 350, 30.11.2013.

(3) <http://territorioyfeminismos.org/2014/10/15/encuentro-de-mujeres-frente-al-extractivismo-y-al-cambio-climatico/>.

RDC: l'allocation de terres pour la plantation de palmiers à huile, le système REDD et les investisseurs étrangers



La République démocratique du Congo (RDC) possède la zone de forêt continue la plus grande d'Afrique, qui est aussi une des plus grandes du monde. Or, sa grande diversité biologique, ses forêts humides ou sèches, ses zones humides, ses mangroves, ses forêts de bambous et bien d'autres qui coexistent depuis des siècles avec les peuples indigènes et dépendants des forêts, sont gravement menacés par l'expansion des plantations de palmiers à huile et par les investisseurs étrangers. En outre, les politiques climatiques relatives aux forêts, comme le système REDD, représentent des menaces supplémentaires pour les forêts et les communautés locales, car elles encouragent la culture industrielle du palmier à huile.

L'expansion de la production industrielle d'huile de palme en RDC

La société canadienne Feronia possède en RDC quelques-unes des plus grandes plantations de palmiers à huile. Créée en 2008 par le fonds de gestion alternative canadien TriNorth Capital Inc. (1) et par le capitaliste Ravi Sood, Feronia acheta à la multinationale anglo-néerlandaise Unilever les Plantations et huileries du Congo, constituées par un ensemble de trois plantations.

Bien qu'au début les profits aient été élevés (plus de 100 millions de dollars en 2011), la société commença à subir des pertes et les actionnaires commencèrent à partir. Comme le signale un article de Reuters, la société attribua cette situation à la chute des prix de l'huile de palme, aux risques politiques dans le pays, et à une loi de 2012 qui visait à ce que les Congolais soient les principaux exploitants des concessions foncières (2). Néanmoins, en 2013 Feronia réussit à attirer l'attention des agences de développement sur ses plantations qui couvrent 107 000 hectares. Avec l'appui du gouvernement, des fonds de 'développement' britanniques, français et espagnols achetèrent 60 % des parts de la société pour près de 35 millions de dollars, l'empêchant ainsi de s'effondrer.

Un des investisseurs soutenus par le gouvernement a dit que l'injection de capital reçue par Feronia ne devait pas être perçue comme un sauvetage mais comme un investissement à long terme en Afrique. Cependant, comme le signale le même article de Reuters, les activistes dénoncent que l'achat des plantations par Feronia, en partie avec des fonds publics, n'a apporté aucune amélioration à la situation des travailleurs, le maintien de leurs emplois mis à part. La plupart sont mal payés, ne gagnant souvent qu'un dollar et quelque par jour. «Les travailleurs vivent dans des maisons délabrées, souvent ruineuses. La malnutrition règne dans les communautés proches des plantations», a dit à Reuters Jean François Mombia, un militant de l'ONG RIAO-RDC qui s'occupe des travailleurs de Feronia.

Un examen minutieux de Feronia apporte un exemple supplémentaire des conséquences qu'a eues la vague d'investissements étrangers dans les terres agricoles africaines, qui a suscité des appropriations foncières et des conflits territoriaux. Entre 2006 et 2012, les forêts ont considérablement diminué dans la concession de Feronia et autour d'elle. En plus, au cours d'une visite à une des plantations de palmiers à huile de Feronia située dans le village de Boteka, l'ONG Moabi DCR (3) a constaté que, si ces plantations étaient agrandies, le déboisement augmenterait: en effet, la zone-tampon de la plantation de Boteka se superpose à 23 674 hectares de forêt primaire, à 4 267 hectares de forêt secondaire et à 251 hectares de savane. Ainsi, avec de vastes étendues de forêt tropicale à cheval sur l'équateur, de l'eau douce en abondance et un climat favorable, la RDC pourrait subir le sort d'autres pays comme l'Indonésie où des millions d'hectares de forêt ont été transformés en plantations de palmiers à huile et qui est devenue un grand exportateur d'huile de palme.

En RDC, le système REDD favorise l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile

Le système de Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD) vise à privatiser la capacité des arbres, des sols et de la végétation de 'stocker' du dioxyde de carbone, dans le but de transformer ce carbone en crédits commercialisables et de 'compenser' les émissions produites à un endroit par le 'stockage' de carbone ailleurs. Dans la pratique, le système a déjà mis en danger les territoires des peuples indigènes et locaux, en poussant les investisseurs à essayer de tirer profit d'une telle politique climatique.

La RDC a été le premier pays du bassin du Congo à recevoir des fonds du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) de la Banque mondiale, et du programme UN REDD, pour financer sa préparation aux activités concernant le système REDD. À cette fin, la RDC a dû créer une Stratégie nationale REDD, une Proposition de préparation et quelques études sur les potentialités du système dans le pays.

La première étude sur les causes du déboisement en RDC fut publiée en 2007 par le Woods Hole Research Centre des États-Unis. Il s'agit d'une étude très controversée qui, en plus d'évaluer le 'potentiel' de piégeage

de carbone des forêts du pays, considérait les communautés locales comme principales responsables du déboisement, tout en minimisant l'importance d'autres facteurs comme l'exploitation industrielle de bois ou les plantations en régime de monoculture. Tout ceci fut sévèrement critiqué par les organisations de peuples indigènes du pays, qui réclamaient la reconnaissance de leurs droits coutumiers.

En outre, pour formuler la Stratégie nationale sur REDD, un rapport fut publié en 2009 sur le potentiel du pays pour REDD, avec l'aide de la société conseil McKinsey. Le rapport incluait des directives concernant trois secteurs: «l'extraction durable», où figuraient la récolte de bois et les plantations en régime de monoculture, «le développement rapide de l'agriculture permanente», qui portait sur le développement de l'agriculture intensive et surtout de la culture du palmier à huile, et «la coordination interministérielle» (4).

Au cas où ces directives seraient appliquées, elles auraient des conséquences désastreuses pour les peuples indigènes et les petits agriculteurs. Parmi les mesures recommandées figure la transformation de près de sept millions d'hectares de terres dites 'marginales' et de quatre millions d'hectares de forêts 'dégradées' en plantations industrielles destinées à piéger du dioxyde de carbone. À l'heure actuelle, aucune réglementation n'est en place pour éviter que les zones affectées à des projets REDD soient envahies de palmiers à huile.

Néanmoins, le gouvernement a commencé à allouer à des investisseurs étrangers d'énormes étendues de terres agricoles, grâce au système des 'parcs agro-industriels'. L'objectif gouvernemental est de mettre fin à la dépendance de l'agriculture de subsistance, ce qui fait craindre que des terres locales soient confisquées. Des baux de 25 ans sont prévus, qui pourraient être plus longs si une nouvelle loi est adoptée. Africom Commodities Pty. Ltd., une société sud-africaine, est en train de développer le premier 'parc agro-industriel', de 80 000 hectares, près de Kinshasa, en association avec le gouvernement. Africom a déjà planté 2 000 hectares de maïs et aura complété 10 000 hectares fin janvier 2015. Le gouvernement prévoit de mettre en place 21 'parcs agro-industriels' et il affirme qu'ils vont produire des aliments et créer des emplois et un marché pour les petits agriculteurs des alentours (5). Pourtant, la transformation des terres boisées en grandes plantations industrielles qui dépendent de l'utilisation de semences GM et de produits agricoles toxique est incompatible avec le régime foncier et avec l'utilisation traditionnelle des terres des communautés locales. Des organisations paysannes comme Copaco et Conapacare craignent que cette initiative et d'autres du même genre ne transforment certains paysans en de simples employés, ce qui provoquerait des déplacements massifs. D'autres associations et communautés paysannes craignent que le processus d'acquisition de terres par les élites, qui a déjà commencé, ne s'accélère (6).

En outre, au moins quatre projets REDD empiètent sur des territoires indigènes (7). Ces projets, et d'autres qui ont été proposés, sont contraires aux droits coutumiers des communautés locales et pourraient les empêcher d'utiliser la forêt. En particulier, les communautés pygmées sont de plus en plus vulnérables aux exploitants de bois, aux projets d'extraction et à la monoculture industrielle. La loi congolaise ne reconnaît pas leurs droits coutumiers qui, par ailleurs, ne sont que très partiellement définis.

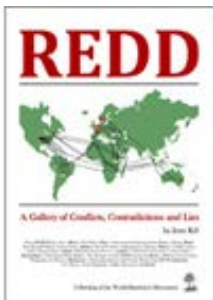
Les plantations ne sont pas des forêts!

L'expansion des plantations industrielles et surtout de celles de palmiers à huile, en Afrique comme ailleurs, s'est accompagnée de diverses atteintes à la société et à l'environnement, telles que l'expropriation des terres ancestrales des communautés locales et indigènes, la pollution des sources d'eau et des sols agricoles due au déversement de produits toxiques, et bien d'autres encore. Maintenant que les politiques climatiques visent à s'appropriier le dioxyde de carbone emmagasiné dans les arbres pour le commercialiser sur les marchés financiers, davantage d'intérêts puissants se tournent vers ces régions déjà vulnérables. Pour eux, les arbres des plantations industrielles sont pareils à ceux des forêts, parce que ce qui compte c'est le volume de carbone qu'ils 'stockent' et les bénéfices qu'ils peuvent en tirer. Néanmoins, les peuples indigènes et dépendants des forêts, qui ont été les gardiens de ces forêts des siècles durant, résistent dans le monde entier pour protéger

leurs territoires.

- (1) Les fonds de gestion alternative ou fonds spéculatifs (hedge funds) mettent en commun le capital de plusieurs investisseurs et investissent dans des valeurs et dans d'autres instruments financiers.
- (2) Reuters, novembre 2014, <http://www.trust.org/item/20141112163534-sptur>.
- (3) Moabi DRC, <http://rdc.moabi.org/will-drc-palm-oil-plantations-cause-forest-loss/en/#5/-2.833/22.830&layers=>.
- (4) WRM (2011), République démocratique du Congo: Le projet pilote REDD de Conservation International, une production inédite de la Disney, http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/01/DRC_REDD_fr.pdf.
- (5) <http://online.wsj.com/articles/congo-plans-to-lease-farmland-in-bid-to-bolster-food-productivity-1414506517>.
- (6) <http://www.southworld.net/drc-agro-industrial-parks-to-address-the-food-security-challenge/>.
- (7) Moabi DRC, http://rdc.moabi.org/redd_risk/en/#5/-2.833/22.830&layers=moabi_redd_projects.

MATERIELS DU WRM POUR LE SOMMET DES PEUPLES AU PEROU :



REDD: un répertoire de conflits, de contradictions et de mensonges
Cette publication résume les problèmes signalés dans un ensemble de rapports publiés au sujet de 14 projets REDD. Dans tous les cas on constate la présence de caractéristiques structurelles qui portent atteinte aux droits des peuples forestiers sans s'attaquer aux crises du déboisement et du changement climatique.

Ces rapports montrent que les communautés n'ont jamais eu la possibilité réelle de donner ou non leur consentement au projet REDD proposé. Très souvent, l'information qui leur a été fournie était tendancieuse ou incomplète. Les promoteurs ont fait beaucoup de promesses quant aux bénéfices et aux emplois que la communauté obtiendrait si elle acceptait le projet. Or, ce qu'elles ont obtenu c'est le harcèlement, des restrictions à l'utilisation du territoire dont elles tirent leur subsistance, et l'accusation d'être responsables du déboisement et d'avoir provoqué le changement climatique. Dans presque aucun cas les communautés n'avaient été informées que le produit des projets REDD – les crédits carbone – serait vendu aux pollueurs des pays industrialisés, y compris à quelques grandes entreprises dont l'activité principale est l'extraction de combustibles fossiles. L'agriculture paysanne, et surtout l'agriculture itinérante, est vilipendée dans la plupart des projets REDD en tant que cause du déboisement, tandis que les causes principales – l'extraction de pétrole et de charbon, l'industrie minière, les travaux d'infrastructure, les grands barrages, l'exploitation industrielle de bois et le commerce international de produits agricoles – ne sont même pas mentionnées dans les initiatives de type REDD. Le système REDD n'a pas réussi non plus à garantir les droits des communautés à leurs territoires, comme le montrent les 14 exemples cités.

Si le système REDD et ses variantes comme REDD Bleu, REDD à l'échelle du paysage et d'autres encore sont intégrées dans les accords futurs sur le climat, le résultat sera catastrophique. Il est temps que les gouvernements mettent le holà à ce

jeu et commencent à considérer des mesures réelles, qui s'attaquent aux véritables causes du déboisement et du changement climatique.

La publication «REDD: un répertoire de conflits, de contradictions et de mensonges» est disponible en espagnol à l'adresse: <http://wrm.org.uy/es/libros-e-informes/redd-una-coleccion-de-conflictos-contradicciones-y-mentiras/>;

et en anglais : <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/redd-a-gallery-of-conflicts-contradictions-and-lies/>



‘Carbone bleu’ et ‘REDD bleu’: la marchandisation des territoires marins côtiers

Ce document traite de la promotion d'une nouvelle initiative dénommée ‘Carbone Bleu’ ou ‘REDD Bleu’ qui vise à commercialiser le carbone ‘stocké’ dans les territoires marins côtiers et en particulier dans les forêts de palétuviers.

Déjà publié dans le [bulletin n° 204](#), ce document a pour but de mieux faire comprendre cette tendance en mentionnant quelques projets qui sont déjà en cours d'exécution et les acteurs qui sont derrière eux. De même, il montre et commente les principaux arguments dont se servent ces acteurs. La publication vise à faire connaître ces nouvelles initiatives et à expliquer pourquoi, au lieu de contribuer à résoudre la crise climatique, elles tendent à bénéficier aux marchés financiers.

Vous trouverez ce document à l'adresse: <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/carbone-bleu-et-redd-bleu-la-marchandisation-des-territoires-marins-cotiers/>



REDD quitte les forêts pour envahir les paysages: la même chose, en plus grand et avec plus de chances de faire des dégâts

Ce document porte sur une nouvelle version du système REDD, appliqué cette fois au paysage, dont la caractéristique est, encore une fois, d'être une fausse solution au changement climatique. Le terme ‘à l'échelle du paysage’ embrasse les forêts et, en plus, les champs et les méthodes agricoles; le système reste verticaliste, il vise à protéger et à encourager l'agro-industrie au détriment des peuples indigènes et des communautés paysannes.

Déjà publié préalablement dans le [bulletin n° 204](#) du WRM, le document montre qu'il s'agit du même système REDD mais en plus grand, et susceptible de causer davantage de dégâts.

Pour en savoir plus, vous pourrez lire l'article à l'adresse: <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/redd-quitte-les-forets-pour-envahir-les-paysages-la-meme-chose-en-plus-grand-et-avec-plus-de-chances-de-faire-des-degats/>

LES GENS SE METTENT A L'OEUVRE



Cameroun: le WWF complice d'abus contre des peuples tribaux

L'ONG Survival International a mis au jour les graves abus commis dans le sud-est du Cameroun contre les 'pygmées' Baka par des équipes de gardes anti-braconnage financées par le Fonds mondial pour la nature (WWF). Les Baka sont expulsés illégalement de leurs terres ancestrales au nom de la 'conservation', parce qu'une bonne partie de leur territoire a été transformé en 'zones protégées' et même en terrains de chasse et de safaris. Au lieu de s'attaquer aux puissants individus qui sont derrière le braconnage organisé, les fonctionnaires chargés de la faune et les soldats poursuivent les Baka qui ne chassent que pour nourrir leurs familles.

Voir l'article complet en anglais sur: www.survivalinternational.org/news/10456%20/



Pérou : les Matsés, derniers chamans de la forêt amazonienne qui résistent à une transnationale

Les indigènes Matsés luttent pour éviter que la société pétrolière canadienne Pacific Rubiales, propriété du groupe Soros, détruise leur territoire et mette en péril leur vie et leurs forêts. Un des champs de l'entreprise, situé sur la frontière du Brésil, se trouve dans une zone qui a été proposée comme Réserve nationale, censément pour protéger les autochtones. Un autre a été démarqué en le superposant au territoire dont les Matsés sont formellement propriétaires. Pourtant, les Matsés sont toujours sur le pied de guerre. «Nos ancêtres nous ont toujours dit que les étrangers provoquaient des conflits. Comme à l'époque de la fièvre du caoutchouc, ils vont revenir pour causer des conflits entre nous. Allez dire au monde entier que les Matsés restent fermes dans leur opposition à l'entreprise pétrolière. Nous ne voulons pas qu'elle envahisse notre terre...!».

Voir ici l'article complet en espagnol: <http://www.soldepando.com/los-matses-ultimos-chamanes-del-bosque-amazonico-que-resisten-a-una-trasnacional/>.



L'Inde prévoit une forte expansion du palmier à huile, qui met les forêts en danger

Tandis que la Malaisie et l'Indonésie produisent plus de 85 % de l'huile de palme du monde, l'Inde en est le principal importateur. Pour accélérer la culture du palmier, le ministère de l'Agriculture a adopté, en 2011-2012, un programme spécial sur l'expansion des plantations de palmiers à huile, dont le but est de faire passer la production de 50 000 à 300 000 tonnes, dans 12 États, au cours des cinq prochaines années. Cette expansion des plantations coïncide avec la Nouvelle politique sur l'utilisation de la terre (NLUP) du gouvernement, qui vise à détourner

les paysans de leur méthode traditionnelle d'agriculture de subsistance. Or, l'affectation de terres à la plantation de palmiers à huile est en train de provoquer la destruction des forêts et de la biodiversité et, en plus, elle compromet la souveraineté alimentaire, les connaissances traditionnelles et les méthodes agricoles locales.

Voir l'article complet sur: <http://news.mongabay.com/2014/1004-gfrn-dasgupta-mizoram-palmoil.htm#d0hLIB2iiEW5xse6.01>.

Le 3 décembre, Journée mondiale contre l'utilisation de produits agricoles toxiques!



Le Réseau d'action contre les pesticides a choisi cette date en souvenir des 30 000 personnes décédées en Inde en 1984 lors de la catastrophe de Bhopal. La fuite de 27 tonnes de gaz toxiques utilisés dans la fabrication de pesticides a laissé en plus des milliers de personnes avec des lésions diverses, y compris des maladies neurologiques. L'utilisation de produits agricoles toxiques est étroitement liée aux plantations en régime de monoculture et à l'agro-industrie, deux des causes principales du déboisement et de la dévastation des populations dépendantes des forêts. Le WRM se solidarise à cet appel contre l'utilisation de produits agricoles toxiques et se rallie à la Campagne latino-américaine contre les pesticides et pour la vie, organisée par La Vía Campesina / CLOC (en espagnol):

<http://www.cloc-viacampesina.net/pt/campanas/campana-contralos-agrotoxicos-y-por-la-vida>, et à la Campagne brésilienne contre les produits agricoles toxiques et pour la vie (en portugais): <http://www.contraosagrotoxicos.org>. Pour davantage d'information sur la situation particulièrement grave du Brésil – le plus grand consommateur de produits agricoles toxiques du monde, et le pays du Sud qui possède le plus de plantations pour pâte à papier.

Voir le «Manifeste pour la Journée mondiale de lutte contre les produits agro-toxiques» (en portugais):

http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2014/12/Campanha_03_-dezembro_2014-DIA-INTERNACIONAL-CONTRA-USO-DE-AGROTOXICOS.pdf



Rendre visibles les questions de genre dans les mouvements paysans et la souveraineté alimentaire

Un des problèmes auxquels se heurtent les paysannes est leur invisibilité dans les mouvements de femmes et les mouvements féministes. Un autre problème est que la notion de souveraineté alimentaire ne tient pas suffisamment compte des défis que comporte le féminisme. La souveraineté alimentaire est fondée sur la conviction que chaque peuple a le droit de choisir ses propres systèmes alimentaires: ses habitudes alimentaires, le mode de production, de commercialisation, de distribution, d'échange

et de partage des aliments, et le maintien des aliments et des semences dans le domaine public. Si nous disons que la souveraineté alimentaire consiste à ce que chaque peuple décide ce qu'il produit et dans quelles conditions, deux questions se posent du point de vue féministe: comment ces décisions sont-elles prises? Qui décide de la manière dont le pouvoir est organisé? Nous verrons probablement que les femmes paysannes jouent un rôle secondaire dans le domaine de la prise de décisions.

Voir l'article complet en anglais: <http://upsidedownworld.org/main/international-archives-60/5110-latin-america-gendering-peasant-movements-gendering-food-sovereignty>.



Brésil: la justice maintient la suspension préliminaire du financement accordé par la BNDES à Fibria Celulose, entreprise certifiée par le FSC
Le Ministère public fédéral (MPF) du Brésil a réussi à suspendre le financement que la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) avait accordé à Fibria, la principale entreprise brésilienne de la pâte et du papier, pour la plantation d'eucalyptus dans les territoires des communautés quilombolas (descendantes d'Africains) du nord de l'État d'Espírito Santo. Fibria est accusée de fraude dans l'obtention de la concession destinée à la plantation d'eucalyptus utilisés pour la production de pâte à papier. Il faut souligner que la fraude, que le Réseau Alerte contre le désert vert dénonçait depuis plus de dix ans, n'avait pas empêché l'entreprise d'obtenir le label FSC de «bonne gestion forestière». Le MPF demande aussi que les terres obtenues par appropriation frauduleuse soient restituées au patrimoine public, et qu'elles soient mises au nom des communautés quilombolas de São Mateus et de Conceição da Barra une fois que leur occupation traditionnelle aura été vérifiée. La démarcation des terres quilombolas est bloquée depuis des années en raison des pressions de l'agro-industrie brésilienne, à laquelle appartient aussi le secteur de production d'eucalyptus pour la fabrication de pâte à papier.

Voir l'article complet en portugais: http://noticias.pgr.mpf.mp.br/noticias/noticias-do-site/copy_of_geral/mpf-mantem-liminar-que-suspende-financiamentos-do-bndes-a-fbria-celulose.

RECOMMANDATIONS

La violence du carbone: les impacts des plantations de Green Resources en Ouganda

Un nouveau rapport de l'Oakland Institute utilise le terme 'violence du carbone' pour décrire les répercussions des plantations de Green Resources sur les communautés ougandaises et leur environnement. Green Resources est une société norvégienne qui



exploite 41 000 hectares de plantations au Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda. Ces plantations, certifiées par le FSC, sont utilisées pour fabriquer des produits en bois et pour générer des crédits carbone. Le rapport a constaté qu'un nombre indéterminé de personnes (entre 8 000 et 40 000) «voient leurs moyens d'existence profondément perturbés, et beaucoup d'entre elles ont été expulsées de force». En plus d'avoir perdu l'accès à la terre, les villageois signalent que l'eau et la terre ont été polluées par les produits chimiques utilisés dans les plantations.

Voir l'article en anglais sur <http://www.redd-monitor.org/2014/11/04/carbon-violence-the-impact-of-green-resources-carbon-plantations-in-uganda/>,

et le rapport complet en anglais sur <http://www.oaklandinstitute.org/darker-side-green>.



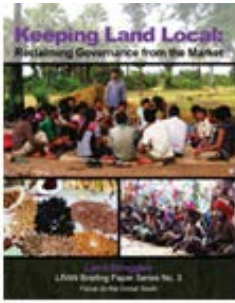
La gageure REDD: il est temps de remplacer ce système risqué par des approches efficaces, éthiques et équitables, basées sur les communautés. Un rapport des Amis de la Terre examine des études de cas qui démontrent que les projets REDD peuvent faciliter, plutôt qu'éviter, l'utilisation constante de combustibles fossiles, exacerber les tensions concernant les droits sur la terre et les ressources, avoir des effets négatifs considérables sur les peuples indigènes et les communautés qui dépendent des forêts, menacer la sécurité alimentaire, et même mettre les forêts en péril. En plus, certains projets REDD s'étant heurtés à des difficultés financières, ils ont représenté un gaspillage considérable de fonds publics.

Voir le rapport complet en français: <http://www.foei.org/wp-content/uploads/2014/10/12-foei-REDD-report-fr-03-lr.pdf>



Les barrages hydroélectriques amazoniens ont-ils 'compensé' les émissions de la Coupe du Monde?
Un article de FASE Amazonia, Grupo Carta de Belém et le Forum de l'Amazonie orientale, paru dans le journal «Aldeia», met en lumière la supercherie du marché du carbone, qui affirme que l'énergie produite par les barrages hydroélectriques est 'propre', c'est-à-dire qu'elle n'émet pas de gaz polluants. Cela équivaut à ignorer les nombreux effets négatifs des grands barrages: déboisement, déplacement de populations, ouverture de chemins dans des zones jusque là inaccessibles, inondations permanentes provoquées par les gaz à effet de serre, etc. En plus, on attribue aux grands barrages la possibilité de générer des crédits carbone par le biais des mécanismes de compensation des émissions. Ainsi, les crédits générés par des projets destructeurs comme les grands barrages ont été utilisés par le gouvernement brésilien pour affirmer que la Coupe du Monde, tout aussi destructrice, a été 'verte'.

Pour lire le journal en portugais: <http://terraredireitos.org.br/wp->



Que les terres restent locales. Reprenons leur gouvernance au marché
Composé d'une série d'articles, ce rapport de l'organisation Focus on the Global South révèle comment les sols, les forêts et l'eau sont à présent confisqués et enfermés à des fins diverses: l'agriculture industrielle, les plantations d'arbres, l'hydroélectricité, les industries extractives, le tourisme, l'infrastructure, les affaires immobilières, les Zones économiques spéciales et, tout simplement, le profit financier grâce à la création de nouveaux marchés. En règle générale, les populations locales perdent leurs moyens d'existence, leurs foyers, leur culture, leur identité et l'accès aux réserves naturelles d'aliments; elles sont expulsées ou réinstallées de force, et souvent poussées à dépendre d'emplois précaires et mal payés. En présentant les dangers qui pèsent sur les forêts comme des dangers pour les «bien communs du monde», ceux qui n'ont aucune obligation ou responsabilité locale pourraient s'emparer de leur gestion, dépossédant ainsi les populations locales de leur droit de prendre collectivement les décisions concernant les terres et les écosystèmes qui nourrissent leur vie.

Le rapport complet en anglais figure sur:

http://focusweb.org/sites/www.focusweb.org/files/LandStrugglesIII_HIRES.pdf



Pérou: des peuples indigènes défendent leur territoire

La vidéo tirée de «If not us, then who?» (Si nous ne le faisons pas, qui le fera?) porte sur les suites du meurtre au Pérou de quatre leaders et activistes indigènes, dont Edwin Chota. Leurs veuves et leurs amis nous renseignent sur leur lutte permanente pour la régularisation des terres. C'est un des nombreux exemples de peuples indigènes qui défendent la forêt et qui le payent de leur vie. La vidéo a été publiée en même temps qu'un nouveau rapport de l'ONG Global Witness, «Peru's Deadly Environment».

La vidéo est disponible sur <http://ifnotusthenwho.me/#>; pour lire le rapport en anglais voir: www.globalwitness.org/perudeadlyenvironment/docs/peru_deadly_environment_en.pdf



Les grands propriétaires sont la cause du déboisement en Amazonie

Une étude réalisée par l'Institut de l'environnement de Stockholm (SEI, Suède) montre que la destruction de l'Amazonie brésilienne, freinée pendant presque dix ans, augmenta de nouveau en 2013. À la différence de recherches antérieures qui signalaient que l'expansion des paysans et des petits éleveurs en était responsable, celle-ci conclut que les principaux coupables sont les grands propriétaires. «Les petits propriétaires entretiennent mieux la terre. Ils défrichent des surfaces plus petites, où il n'y a pas d'impact ni d'effet de bordure; la zone environnante souffre

moins de la sécheresse et se referme plus rapidement», explique le chercheur du SEI, principal auteur de l'étude. Les grands éleveurs et cultivateurs de soja sont la cause de 80 % du déboisement.

Voir ici l'article en portugais:

http://brasil.elpais.com/brasil/2014/10/13/ciencia/1413222640_280888.html, et la

publication en anglais: <http://www.pnas.org/content/111/43/15591.full.pdf+html>.